

collectif

MOUVEMENT SYNDICAL ET DYNAMIQUE SOCIALE



Enquête au cœur
EN ESSONNE :

AC! >>>> **ÇA MARCHE !**

Mobilisation contre le SMIC-jeune

**BOURSES
DU
TRAVAIL**

N° 22 • 30 F • PRINTEMPS
Mai 1994 • TRIMESTRIEL

Le numéro : 30 francs
Edité par l'association "Collectif"
Trimestriel
Directeur de publication : Léon Dion

ABONNEMENTS

Tarif normal : 120 francs
Tarif de soutien : 200 francs
Tarif réduit : 80 francs (bas revenus, smicards, chômeurs, étudiants)
Tarif de diffusion : 220 francs (envoi de deux exemplaires)
Chèques à l'ordre de Collectif, adresser à Collectif BP 74, 75960 Paris Cedex 20
Imprimeur : Rotographie 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil
Commission paritaire n° 69252.
Diffusé par Dif' Pop
Tél : (1) 45.32.06.23.

Dépôt légal : 2^e trimestre 1994

COMITE DE REDACTION ET CORRESPONDANTS

Patrick Akhimoff
Michel Angot
Jean-Pierre Anselme
Danielle Banneix
Louis-Marie Barnier
Laurent Batsch
Henri Benoîts
Jean Boquet
Dominique Boury
Henri Célié
Isabelle Chauvenet
Philippe Cornelis
Marie Costas
Jeanne Couderc
Pierre Cours-Salies
Claude Debons
Michel Demars
Léon Dion
Marcel Donati
Alain Filou
Didier Gelot
Jean-Claude Genet
Dominique Guibert
Jean-Luc Heller
Charles Huard
Annette Jobert
Dominique Jussienne
Jean-Pierre Lemaire
Robert Linhart
Daniel Lisembard
Jean-Michel Longchal
Jean-Pierre Martin
Bruno Négroni
Pierre-Yves Rébérioux
Daniel Richter
Danielle Riva
Chantal Rogerat
Serge Roux
René Seibel
Serge Seninsky
Jean-Philippe Sennac
Jacky Toublet
Marie-Françoise Vabre
Yorgos Vlandas
Serge Volkoff
Philippe Zarifian

PARLONS-EN

- 1** Une nouvelle aventure humaine. Claire Villiers
- 14** La voix du Sud. Annick Coupé
- 25** Syndicalisme d'avenir. Pierre Cours-Salies et Jean Dion

L'AIR DU TEMPS

- 2** Ceux qui se mouillent. Anim'AC

ENQUETE AU CŒUR

- 3** En Essonne, AC ! ça marche. Didier Gelot et André Chameau
- 7** Galère des jeunes. René Seibel
- 12** Apprentissage : l'envers du décor. René Seibel
- 16** « Ce serait bien une explosion sociale (smic-jeune) ». Stephen Bouquen

ARGUMENTS

- 9** Précarité ou réduction du temps de travail. Jean-Jacques Thouvenin
- 28** Politique familiale ; piège pour tous. Jacqueline Guillotin

FLASH-BACK

- 20** Présentation.
- 20** À propos des Bourses du Travail. Rolande Trespé
- 22** Prestations et services syndicaux avant 1914. Michel Pigenet

32 COURRIER

33 LU ET À LIRE

34 LA MARCHÉ

« COLLECTIF » vit grâce à ses lecteurs. L'acheter c'est bien, S'ABONNER C'EST MIEUX... Et surtout indispensable pour équilibrer la revue. n'attendez pas, tout de suite à votre chéquier.

Une nouvelle aventure humaine

Un temps de chien ce 6 avril 94 à Carmaux - Tarn . Carmaux, un lieu de mémoire : Jaurès, la mine, la verrerie, mais pour le moment surtout un lieu humide !

Cela n'empêche nullement l'intensité du moment ; une sorte de gravité sur les visages. La gravité de ceux et celles qui depuis plus d'un an ont travaillé pour arriver à ce départ de la marche, la gravité de tous les participants : serons-nous nombreux, aussi nombreux et déterminés qu'il le faudra ? Mais surtout la gravité des chômeurs : une partie de notre avenir collectif se joue dans cette aventure . Car il s'agit bien de se lancer dans une nouvelle aventure humaine : celle qui a la folie de dire : nous allons abolir le chômage, nous allons en finir avec la résignation, l'exclusion, l'humiliation, et pour cela nous allons marcher ! Marcher, tout un symbole : quand on marche on est debout, on s'est mis debout, on relève la tête pour voir où on va...marcher pour aller à la rencontre de tous ceux et celles que nous allons croiser, pour leur dire : venez, mettons nous en route ensemble. Nous marchons CONTRE : contre le chômage, contre cette organisation économique et sociale, contre la toute puissance de l'argent au service de quelques-uns...et nous marchons POUR : pour remettre le monde à l'endroit, pour que tous et toutes aient un avenir, pour "changer de logique" comme le dit l'appel initial de AC! Nous ne connaissons pas la réponse à toutes les questions , nous n'avons pas toutes les solutions, mais nous avons quelques solides convictions que nous avons commencé à confronter dans les multiples débats. Nous faisons l'expérience dans les quelques 140 collectifs aujourd'hui à l'oeuvre qu'il est possible de débattre, souvent avec rudesse et d'agir ensemble. Je suis émue disait Dominique à Nîmes le 16 avril ; il y a bien longtemps que nous n'avions pas été si nombreux mais surtout si différents. Emus mais aussi agacés les militants syndicaux qui ont mis toute leur énergie pour animer le collectif, pour préparer la marche : tout ça n'empêche pas les chômeurs d'en vouloir aux "syndicats", de se méfier farouchement de toute récupération. Néanmoins la discussion progresse, sur la nécessité de s'organiser, les chômeurs comme les salariés, sur les liens nécessaires ; mieux, la pratique commune retisse la confiance, le respect mutuel. Tous les équilibres sont difficiles à trouver : celui de la place respective des organisations et des simples "citoyens", celui des questions et du "programme" qu'il faut faire avancer : la loi cadre pour les 35 heures de suite, le gel de tous les licenciements, un plan d'urgence pour améliorer la vie quotidienne. Chacun,

chacune mesure peu à peu la nécessité absolue, l'urgence de changer radicalement...tout ! Ca ne s'appelle pas "rompre avec le capitalisme" mais ça en a le goût, la couleur... L'animateur du collectif de chômeurs d'Aubenas, 20 ans environ, maghrébin, disait "ce qu'il nous faudrait c'est le socialisme...enfin, le vrai !" . Il y a une radicalité très profonde dans les têtes, dans les mots et on mesure encore trop peu l'ampleur du désarroi et de la colère que la gestion de ces 10 dernières années a laissé ! Mais on n'aurait rien dit de la Marche si on ne racontait pas tous ces gestes d'accueil, de solidarité : un pot offert au bord de la route ou dans une maison de quartier, des gâteaux, de l'eau donnés par les caissières d'un petit supermarché, avec quelques conseils : buvez beaucoup pour tenir le coup ! Cailloux blancs sur le chemin, signes de reconnaissance ; il n'y a pas toujours besoin de grands discours pour dire une sorte d'identité de classe retrouvée.

"Face à nos patrons, il n'y a que des solutions collectives... Nous sommes les maillons d'une chaîne de conscience qui se remplacent au fur et à mesure pour résister dans ce monde qui ne fait pas de cadeaux et qui écrase impitoyablement ceux qui restent isolés et sans défense. C'est pourquoi nous disons à ceux, trop nombreux, qui sont inorganisés de devenir des acteurs dans cette vie sociale où la passivité n'est pas la meilleure des attitudes et engendre cet égoïsme tant décrié qui arrange si bien les patrons et les décideurs..." C'est ainsi que la CGT de l'usine Perrier dans le Gard, avec 300 salariés, a accueilli les marcheurs ! Bonne route à toutes et tous !

Claire Villiers - 18 avril 1994



Un marcheur de Carmaux à Evry

A•V•R•I•L

Le 9 ou le 30 avril... Ces deux dates, la commission "animation" les a proposées à la coordination départementale des collectifs AC! de l'Essonne dès le mois de février, compte tenu de la période de vacances de printemps, pour organiser une initiative départementale pendant dix heures : marche dans les quartiers d'Évry, débat sur la réduction du temps de travail et sur la situation des jeunes, repas convivial, et concert. Après avoir longuement pesé le pour et le contre, la coordination a finalement opté pour le 9 avril, malgré le début des dites vacances et les risques de mauvais temps, notamment pour fêter au plus tôt le départ des deux premières marches nationales, celle du Sud-Ouest, partant de Carmaux le 6 avril, et celle du Sud-Est, partant de Narbonne le 12 avril, qui passeront toutes deux par l'Essonne entre le 20 et le 26 mai.

Et 6 + 12 divisés par 2 font 9, même sans se découvrir d'un fil, donc c'est... l'eau gicle!

Vous ne pouviez pas savoir à quel point... mais je vais tout vous dire. 14 heures : le défilé en ville aurait dû démarrer. Sur la place des Droits de l'Homme et du Citoyen, dont le nom sonne comme un mot d'ordre, surtout pour qui n'est pas, pas encore ou plus un homme au sens productiviste du terme, ou pour qui n'est pas vraiment reconnu comme un citoyen, ce qui comprend au moins les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les chômeurs et les exclus (ça fait déjà du monde), la dizaine d'ACiennes et d'ACiens qui avaient fait l'effort d'arri-

ver à l'heure commençaient à le regretter en grelottant. Même la journaliste et la cadreuse de "France 3 Ile-de-France" avaient hâte que ça commence. Le vent devenait de plus en plus fort, malmenant la banderole qui avait été posée à plat pour y faire des trous. Un dessus de chaque côté pendant que d'autres taillent : il faut vraiment faire les manifs au salon pour ne pas savoir ça...

Enfin, la banderole était prête à affronter les éléments. Trois volontaires la levèrent, et eurent aussitôt l'impression de faire de la planche à voile... Mais qu'elle était belle ! "AC!

Ceux qui se mouillent

Agir ensemble contre le Chômage et l'exclusion", en noir et rouge sur tissu vert de 5 mètres en 140. En bleu ciel (pas comme ce jour là) :

"Coordination des collectifs de l'Essonne". En jaune : "Jeunes, salariés, chômeurs, exclus, ensemble, ça marche!". Du coup, elle a été immortalisée par "France 3 Ile-de-France", "Télésonne" (la télé câblée qui se veut branchée), et "Le Parisien - Edition de l'Essonne". Je me demande

même si ceux qui se tenaient bien au chaud dans une voiture avec un truc bleu sur le toit ne l'ont pas admirée... "Dites, les Ulissiens, comment vous avez fabriqué ça ?" ... "C'est simple : modèle réalisé sur ordinateur, impression, photocopie sur un transparent, projection avec un rétroprojecteur sur le tissu fixé à un mur par dessus une nappe protectrice en papier, tracé au feutre indélébile, et six personnes qui peignent pendant 3 heures". Essayez, il n'y a rien de tel pour apprendre...

Pendant ce temps-là, des retardataires étaient arrivés... et la pluie aussi ! Alors que le cortège constitué d'une cinquantaine de personnes s'ébranlait, peu après 14 h 30, il s'est mis à tomber tellement de gouttes qu'on aurait dit les feuilles utilisées à l'occasion d'un plan "social"... Il fut donc, sagement, décidé d'écourter le parcours et la colonne dégoulinante mais déterminée se rendit directement à l'arrivée prévue (le grand hall de l'Agora), en scandant les mots d'ordre distribués sur des papiers non moins détrempés. Là, des centaines de tracts (gardés au sec) furent diffusés, et plusieurs dizaines d'exemplaires du premier numéro du journal de la marche furent vendus aux passants.

Ensuite, une fois la pluie calmée, la manif s'est rendue à la salle des fêtes Bexley, où la suite du programme a connu la participation de plus de 200 personnes au total. Mais c'est une autre histoire... qui ne fait pas partie de "l'air du temps".

Anim'AC

En Essonne :

AC ! ça marche

Samedi 9 Avril, la coordination départementale des collectifs AC! de l'Essonne organisait à Evry 10 heures contre le chômage. Cette manifestation comprenait une marche dans la ville (cf. "Ceux qui se mouillent", p.2). Il s'agissait de célébrer le départ de la première des marches nationales partie trois jours plus tôt de Carmaux : un des marcheurs était présent et a apporté son témoignage. Collectif en a profité pour rencontrer Pierre Piquepaille et Patrick Alloux, deux des animateurs des collectifs AC!, respectivement aux Ulis et à Evry.

Collectif : On peut penser que cette journée est le fruit de nombreuses semaines de travail. Pouvez vous nous expliquer comment vous en êtes arrivés là, et comment les collectifs AC! se sont créés sur le département ?

Pierre : Si nous avons pu organiser aujourd'hui à Evry une journée de solidarité avec les premiers marcheurs partis de Carmaux, c'est bien évidemment grâce au travail effectué sur tout le département. Mais l'important je pense dans notre expérience, son aspect très positif, c'est qu'elle peut encourager d'autres régions à réaliser ce que nous-mêmes avons pu mettre sur pied. Tout en sachant que c'est en partie le résultat d'une situation particulière : en Essonne, nous avons une tradition, de nombreuses années de fonctionnement collectif entre militants syndicaux et associatifs d'horizons divers. Je pense aux différents comités qui se sont créés contre la dette du tiers-monde, pour l'égalité

des droits entre français et immigrés, contre les expulsions...

Patrick : C'est vrai, mais en même temps les collectifs AC! des deux villes les plus importantes du département (Orsay-Les Ulis et Evry) ont chacun une histoire particulière. Les Ulis sont marqués par une forte tradition associative; c'est une ville nouvelle où des associations intervenant sur des thèmes très variés se sont largement développées. Quant à Evry, au contraire, c'est une ville, de manière encore plus nette que pour l'ensemble du département, d'où ont démarré de nouvelles formes de mobilisation des salariés. C'est de l'hôpital d'Evry que sont parties les premières coordinations des infirmières, et c'est la même chose pour les télécoms. Ici le collectif AC! est donc parti des organisations syndicales elles-mêmes. D'autres villes, comme Corbeil, sont aussi tournées vers un militantisme syndical plus classique autour des entreprises et de

la C.G.T. en particulier. Mais, de manière générale, ce qui caractérise le département c'est que tout est "ouvert"; ainsi les forces syndicales s'intéressent de près à la démarche d'AC!. A Corbeil, l'Union locale C.G.T. est partie prenante du collectif, tout comme le syndicat départemental C.G.T. des Postes. En fait c'est la forme ouverte d'AC! qui a permis à des militants associatifs ou à des structures syndicales de venir chercher le débat avec d'autres forces sur le département.

C'est l'apport spécifique d'AC! ?

Pierre : Beaucoup de gens que l'on ne voyait plus militer depuis de nombreuses années se retrouvent aujourd'hui dans les différents collectifs du département. Aujourd'hui il y a une dizaine de collectifs qui fonctionnent dans l'Essonne, plus trois ou quatre qui sont en cours de constitution, ce qui représente environ 150 personnes sur le terrain. Ceci nous a permis de distribuer pour la journée du 9 avril plus de 15000 tracts, et de coller plus de 2000 affiches. Comme je vous le disais le département est marqué par une forte vie associative. Mais en réalité bon nombre de comités, qui s'étaient formés sur des thèmes d'intervention précis, ont aujourd'hui disparu parce que chacun d'entre eux ne posait pas les revendications à un niveau suffisamment général qui puisse leur permettre de durer. Ici on se posait la question : comment dépasser cette contradiction ? Sur le problème des expulsions par exemple, on espérait pouvoir

étendre le mouvement à la fois géographiquement et thématiquement, mais on n'arrivait pas à démarrer. C'est précisément la création d'AC! qui nous a permis de fédérer l'ensemble de nos actions. On y retrouve tous les thèmes sur lesquels on s'était battu, et on s'est dit "c'est ça, c'est notre truc, la voilà la synthèse !" Et c'est parti, on a foncé tête baissée. Depuis toutes ces années que l'on se connaît, on a démarré AC! comme ça... On s'est réparti les cités, on a recontacté les anciens et c'est parti... L'initiative nationale de création d'AC! a été le catalyseur qui a permis à beaucoup de militants associatifs et syndicaux de se retrouver sur un objectif commun.

Patrick : Le problème aujourd'hui pour nous c'est plutôt le décalage entre la réussite d'AC! sur le département, et le fait que, malgré tout, on a toujours du mal à faire venir de nouvelles couches de la population, même si avec les manifestations contre le "C.I.P." des jeunes commencent à s'intéresser à notre démarche. Pourtant sur Evry on a réussi en se tournant vers les ANPE, à obtenir près de 1500 signatures de la pétition pour le transport gratuit pour les chômeurs. On prévoit maintenant des démarches vis-à-vis des municipalités et du Conseil Général, car on s'est rendu compte que selon les villes la situation n'était pas identique. Dans certains cas les chômeurs n'avaient rien, alors que dans d'autres communes ils pouvaient toucher 70% du prix de la carte orange. On cherche donc à adapter nos revendications aux situations locales concrètes. Mais le chemin avec les chômeurs est encore long...

Et maintenant comment êtes vous structurés, et quels sont vos rapports avec les municipalités?

Pierre : Pour moi, le positif dans

notre démarche au niveau des collectifs de l'Essonne, c'est d'avoir créé rapidement une coordination départementale. Il ne s'agit pas bien entendu de faire fonctionner une structure dirigeante, mais de se coordonner afin de mettre en place, comme c'est le cas aujourd'hui, des initiatives que des collectifs locaux ne pourraient pas prendre seuls en charge. En ce qui concerne nos rapports avec les différentes municipalités du département, elles sont très attentives à ce qui se passe autour d'AC!. La preuve en est que toute l'infrastructure de cette journée a été fournie par la municipalité d'Evry. Y compris, nous avons obtenu des choses avant même que nous les demandions. Par exemple, pour l'arrivée des deux marches du Sud-Est et du Sud-Ouest qui doivent passer par l'Essonne, la municipalité d'Evry nous a proposé de mettre à notre disposition du matériel pour accueillir les marcheurs. Ainsi nous allons organiser une fête lors de l'arrivée des marcheurs de Carmaux. On a à notre disposition 3000 places sur le terrain du lac de Courcouronnes ou l'on espère recevoir Renaud. On a d'ores et déjà à notre disposition toute l'infrastructure nécessaire et des personnels municipaux. De la même manière, une interview d'AC! est prévue dans le bulletin municipal, ce qui est important pour nous car cela devrait nous permettre de tisser de nouveaux liens avec les associations qui existent sur la ville. De toute façon, lorsque les marches passeront par l'Essonne, dans toutes les villes-étapes, le contact avec les habitants ne peut se faire très largement sans un soutien de la municipalité.

Tout à l'heure vous nous avez parlé de vos relations avec les organisations syndicales locales. Pouvez-vous nous en dire plus?

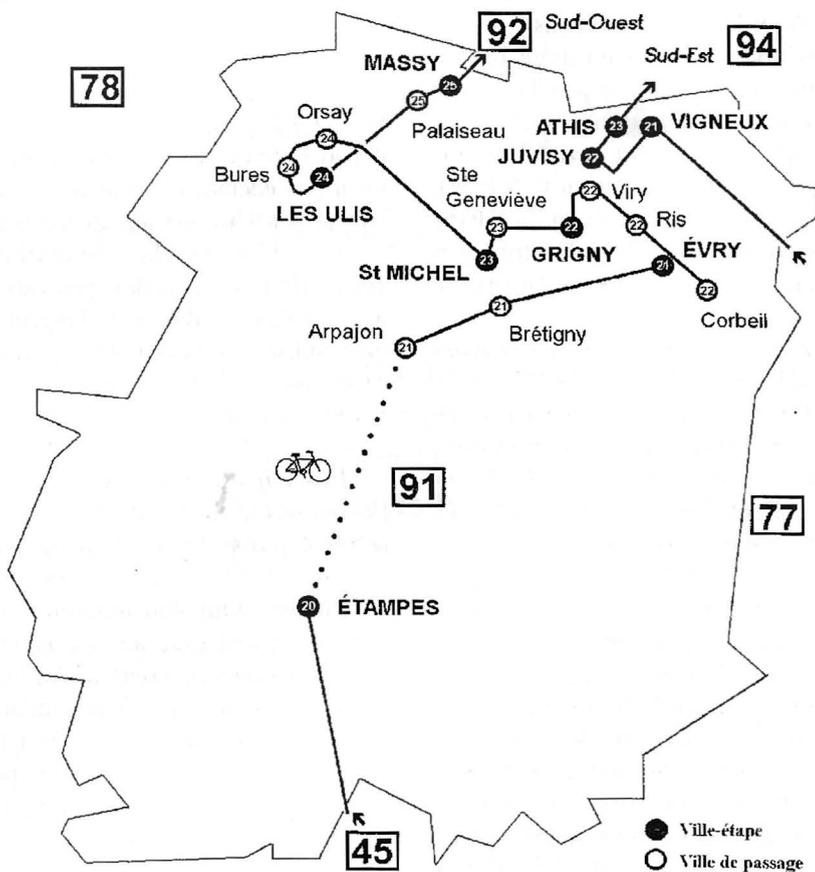
Patrick : Tout comme avec les municipalités, nos contacts avec les

structures syndicales nous permettent de préparer au mieux l'arrivée de la marche. Ainsi, on n'avait pas prévu de faire passer la marche par Corbeil. Mais le fait que l'Union locale C.G.T. soit partie prenante d'AC!, les contacts que nous avons avec le comité de chômeurs C.G.T. qui vient de se créer et qui nous a invités à son congrès constitutif, nous ont amené à réviser notre parcours. En effet, l'Union locale et le comité de chômeurs C.G.T. nous ont proposé de faire un repas d'accueil pour les marcheurs de Carmaux. En revanche, du côté de la CFDT c'est plus difficile, on a reçu une fin de non-recevoir pour nos différentes propositions, même si individuellement des militants syndicaux CFDT sont partie prenante d'AC!. En ce qui concerne FO, seul le syndicat départemental des Postes est partie prenante. Au niveau du syndicalisme enseignant et étudiant, la FSU et l'UNEF-ID participent aux réunions, même s'il n'existe pas encore de collectif AC! à la faculté d'Orsay. Mais à la fac d'Evry un collectif est en cours de constitution.

Au-delà de l'organisation, quels débats avez-vous eus dans les collectifs ? De quoi avez-vous discuté?

Patrick : Sur Evry et Saint-Michel, on est parti sur les 35 heures, parce qu'on était surtout des syndicalistes. Mais on n'a pas mené les débats comme cela s'était fait il y a deux ou trois ans. On s'est très vite mis d'accord sur les 35 heures sans perte de salaire : la question du financement par perte de salaire, présente il y a quelques années, ne s'est plus posée. L'appel national laisse ce débat assez ouvert, mais sur place il avait mûri dans les organisations syndicales.

Pierre : Aux Ullis, on avait déjà eu ce débat pour les dernières législatives, entre les divers alternatifs : des



Trajets des marches Sud-Est et Sud-Ouest en Essonne entre les 20 et 26 mai (le trajet Sud-est est un projet)

on a fait un gros travail qui a très bien marché. Le premier jour, diffusion massive à l'entrée des gares R.E.R.. Les deux jours suivants, pendant deux heures chaque matin, cinq copains faisaient Bures-Massy (avec des billets payés par le collectif !) : l'un faisait une prise de parole, un autre distribuait les tracts avec la pétition à signer, et les trois autres les ramassaient. En quatre heures, on a ramassé 520 signatures. Et le quatrième jour, on a fini par une diffusion de 2.000 tracts à la gare de Massy. C'était la première fois qu'on faisait ça dans le RER, et on a eu un très bon accueil, on ne s'est pas fait jeter, les gens étaient d'accord : "Nous les salariés, notre carte orange est prise en charge à 50% par l'employeur, et les chômeurs alors?". Le soutien est spontané; s'il faut payer intégralement une carte orange 5 zones à 400 ou 500 F, comment chercher du boulot?

Patrick : Nous, on a choisi d'intervenir à la sortie de l'ANPE; on a fait signer la pétition pendant 15 jours, tous les matins. Ceci correspond à notre volonté de brancher l'activité du collectif sur les revendications des chômeurs eux-mêmes, en liaison avec les militants syndicaux. Sur les factures de téléphone avec les copains des Postes, sur la carte de santé avec les copains des hôpitaux : on essaie d'élaborer des revendications concrètes de prise en charge, adaptées aux situations locales. Par exemple certaines communes financent déjà en partie la carte orange pour les jeunes ou les chômeurs. On a appris à s'adresser à des maires pour leur dire : vous êtes au conseil d'administration des sociétés de transport de la région, intervenez pour la gratuité pour les chômeurs. Pour la santé, cela fait longtemps que les problèmes d'accès aux droits pour les chômeurs nous sont connus, mais on essaie d'avancer concrètement. Et en même temps, en ce moment, on manque de

heures de discussion, voire d'affrontement entre nous. On a repris le débat : la position la plus fréquente, c'est les 35 heures sans perte de salaire, mais il y a d'autres positions. Une copine trouve par exemple inadmissible que l'on dise que certains qui reçoivent des sommes faramineuses ne devraient pas leur salaire touché. On a donc cherché et trouvé une formulation de synthèse : sans baisse de salaire, sauf ceux qui ont une rémunération indirecte du capital. Il faut une nouvelle répartition des richesses, non pas entre ceux qui gagnent très peu et ceux qui gagnent à peine plus, mais entre les revenus du travail et ceux du capital. On a un consensus local : il

ne trahit pas la démarche nationale, mais on est localement plus "radicaux".

A partir de la constitution des collectifs, quelles initiatives avez-vous prises pour vous développer?

Pierre : aux Ulis, on a décidé de faire chaque dimanche, sur le marché, quelque chose de nouveau, une présence systématique, régulière et qui renouvelle son contenu. On a commencé par une pétition sur l'appel national, avec plusieurs centaines de signatures, puis on lancé comme on vous l'a dit le travail sur la gratuité de la carte orange. Pendant quatre jours,

temps pour ça, parce qu'avec l'approche de la marche et la multiplication des collectifs on ne fait que bosser. On structure, on structure...

Pierre : On n'a pas de débat abstrait; on débat quand on rencontre un problème précis d'élaboration, au fur et à mesure que les problèmes se posent. On n'a pas eu de débat un peu abstrait sur le thème de "l'assistantat". On veut aider à mobiliser et définir des revendications. On s'est fixé aussi comme objectif à long terme la création d'une maison de la solidarité où pourraient passer, se renseigner, se rencontrer, se connaître, s'organiser dans un syndicat ou autrement (c'est à eux de décider) les chômeurs et précaires du coin. On a en vue un petit local, la réponse est négative pour l'instant, mais on ne va pas lâcher, on va continuer après la marche...

Pour l'ANPE, on vient de commencer; on ne voulait pas débarquer sans avoir pris contact avec les travailleurs de l'ANPE, on ne voulait pas qu'ils nous ressentent comme agressifs à leur égard.

Patrick : Dès demain matin, le débat qui va nous prendre à plein, c'est l'organisation de la marche. Comment donner des formes originales à la traversée de l'Essonne, pour que ce ne soit pas une simple traversée ? On organise ça autour de deux pôles : les villes et les entreprises, avec des associations locales, et avec les syndicats. A Grigny, on va travailler avec l'APEIS (association pour l'emploi l'information et la solidarité) et diverses organisations de l'immigration qui existent localement, pour faire un gros truc le dimanche soir avec de la musique et tout. Même chose à Vigneux avec l'APEIS. A Orly, l'arrivée de la marche se fera avec l'intersyndicale de l'aéroport. On fera dans les grandes entreprises toute une série de débats sur la réduction du temps de travail et les licenciements, avec les comités d'entreprise qui invi-

tent les marcheurs. C'est plus facile quand il y a déjà une mobilisation syndicale unitaire contre les licenciements et les restructurations : on fait plus aisément le lien avec les 35 heures. Ce sera le cas sur Les Ulis-Orsay (avec un débat sur la fac d'Orsay auquel sont invités les travailleurs du C.E.A. et du C.N.R.S.), sur Massy avec Bull et la SFIM (société de fabrication d'instruments de mesure; 3.000 à 4.000 salariés).

Et pour l'hébergement des marcheurs, comment faites-vous?

Patrick : On n'utilisera pas les réseaux municipaux, mais les réseaux militants, directement chez "l'habitant motivé", ça facilite les discussions. Et on ne manque pas de volontaires...

Pour la marche, on ne fera pas de petites marches locales rejoignant la grande, car il y a déjà deux marches qui vont traverser l'Essonne; mais on ajoutera 15 ou 20 marcheurs pour chacune des deux manifestations. En revanche on décrochera deux ou trois marcheurs pour aller animer des débats dans des entreprises. Sur place dans les villes pendant 5 jours ont fera une initiative chaque soir. Le premier jour, une fête à Etampes, puis la grosse fête à Evry avec Renaud si possible, puis Grigny avec les associations, puis Saint-Michel et Sainte-Geneviève où on veut organiser une soirée-débat sur la réduction du temps de travail, avec après une soirée-fête.

Pierre : Puis c'est Les Ulis; là on compte organiser une traversée de la zone industrielle, avec débat et bouffe à la fac et rencontre des syndicats, et l'après-midi traversée des quartiers d'habitation. Tout n'est pas encore réglé, l'A.G. départementale a fait des propositions, il reste à préciser et minuter. C'est chaque collectif qui organise concrètement. La coordination, c'est en moyenne une vingtaine de personnes, en gros deux par collectif; ça fonctionne au consensus, tout texte important y passe, et les choses

sont claires : AC! n'est pas le lieu des règlements de comptes politiques. On a deux commissions : une qui assure le "secrétariat", une autre chargée de l'animation qui produit le planning des différentes initiatives. Pour le financement, aux Ulis, on a utilisé au départ le fond de caisse d'un collectif local précédent, puis chacun met sur la table en fonction de ses moyens : en gros, si tu touches 10.000F, tu verses 100F. De plus des syndicats ou associations ont donné de l'argent, et on vend ce qui peut nous rapporter; c'est aussi une des fonctions de l'initiative d'aujourd'hui.

Est-ce que vous êtes intervenus à l'occasion de la mobilisation contre le SMIC-jeunes?

Pierre : Oui. Par exemple, aux Ulis, on a distribué des tracts dans toutes les manifs, comme d'ailleurs dans les manifs sur d'autres thèmes depuis le début de l'année. On a fait un tract spécifique : "contre les projets du gouvernement Balladur (du SMIC-jeunes aux 6 jours sur 7 -les projets d'extension de l'ouverture 6 jours sur 7 pour banques, assurances et certains commerces-), réduire le temps de travail, mais pas à n'importe quelles conditions". Et on a fait de super collages devant la fac.

Une dernière question. Sur les tables de presse aujourd'hui, il n'y a pas la revue COLLECTIF, vous pouvez nous dire pourquoi?

Pierre et Patrick : On est abonnés tous les deux, mais il n'y a pas de "militant" de COLLECTIF dans l'Essonne, alors, comme on est submergé par les tâches... Mais il faudrait y penser.

Propos recueillis par Didier Gelot et André Chameau.